

ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023_375

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande du 11 octobre 2023 par laquelle l'entreprise A FLEURS DE POT, représentée par M. Stéphane RIOU, demande l'autorisation d'installer un étal de vente de plantes dans le cadre de la Toussaint au droit du commerce « A Fleurs de pot » sis 14 place d'Armes,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code général des Propriétés des Personnes publiques,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Règlement de voirie communale,

VU l'état des lieux,

A R R Ê T E

Article 1 - Autorisation : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières : Le stationnement des véhicules sera interdit sur les deux places de stationnement situées au droit du n°14 Place d'Armes du samedi 28 octobre au mercredi 1^{er} novembre 2023.

Article 3 - Sécurité et signalisation : Le bénéficiaire devra signaler l'interdiction de stationner à l'aide de panneaux B6a1.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin.

Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 16 octobre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur des Services techniques
Yann AURENSAN

